

Liquider les « Etats voyous »

Hocine Belalloufi

Mardi 18 Octobre 2011

Frappées de plein fouet par une crise économique et sociale qui commence à prendre des allures de sérieuse crise politique, les grandes puissances occidentales redoublent d'agressivité dans le monde arabe. Après avoir détruit la Libye, les impérialistes et leurs amis arabes du Golfe persique travaillent à la chute du régime syrien. L'appétit venant en mangeant, ils réalisent un remake iranien du « coup de l'éventail », aussi grossier que l'original de 1827.

Le monde arabe a connu davantage de bouleversements politiques en dix mois qu'en vingt ans, et tout indique que le processus révolutionnaire ouvert en Tunisie en janvier 2011 va se poursuivre. Il connaîtra certainement des avancées, des succès, mais aussi des reculs voire des phases de stagnation et des échecs. Il en ira ainsi jusqu'à ce qu'une nouvelle configuration politique apparaisse, qu'un nouvel équilibre se forge. Cela prendra des mois voire, plus probablement, des années.

Mais en dépit de sa jeunesse, de l'immensité des enjeux, de la multiplicité des intervenants, de la diversité des intérêts en présence et de la densité des contradictions à l'œuvre, bref de la complexité de ce processus, se précise, de plus en plus clairement, la démarche des forces en présence, celle des grandes puissances occidentales en particulier. Si les Etats-Unis et leurs alliés européens n'ont pas déclenché ces révoltes – contrairement à ce qu'affirment les partisans de la conception policière de l'histoire – ils tentent incontestablement de les récupérer et de les orienter afin qu'elles servent leurs intérêts et aillent dans le sens de leur politique.

Tout changer pour que rien ne change

Ayant manifestement été pris de court en Tunisie et en Egypte, les grandes puissances ont depuis pris le train en marche pour accompagner le processus de « transition démocratique ». Il s'agit en l'occurrence pour elles d'appuyer un changement contrôlé de régimes dont les chefs ont fini par être sacrifiés.

Une révolution démocratique achevée ne débouche généralement pas sur une transition, mais sur l'instauration immédiate d'un gouvernement provisoire issu des forces démocratiques et populaires qui sont venues à bout de la dictature. La nécessité d'une « transition démocratique » pilotée par des acteurs de l'ancien régime (militaires, personnel politique...) doit être perçue comme le symptôme d'un certain équilibre des forces en présence, celles du passé et celles de l'avenir, celles du statu quo et celles du changement. Les premières n'arrivent pas à étouffer dans l'œuf les jeunes pousses qui émergent alors que ces dernières ne sont pas encore assez vigoureuses pour s'imposer à l'ancien et en finir avec lui. Le Népal a connu au milieu des années 2000 une révolution démocratique. Celle-ci a vu un mouvement populaire se soulever à l'appel d'une coalition de partis et renverser le roi qui sera immédiatement remplacé par un gouvernement provisoire issu de ces partis. C'est ce nouveau pouvoir qui s'est attelé depuis à piloter le processus d'élection d'une assemblée constituante et à gouverner.

En Egypte et en Tunisie en revanche, le mouvement de révolte n'a pas été suffisamment puissant pour renverser le régime en place. Aussi a-t-il dû composer avec les secteurs les moins compromis de ce régime qui gouvernent et pilotent le processus de transition : élections... Ces secteurs ne sont pas forcément hostiles au changement, mais ils entendent le contrôler afin de conserver leur position et de préserver leurs intérêts. D'où l'existence d'une transition heurtée au cours de laquelle la lutte se poursuit, tantôt de manière feutrée, tantôt de manière ouverte. Mais ce compromis entre forces contraires ne pourra tenir. Il durera le temps nécessaire au renforcement des différents acteurs et sera remis en cause dès que l'un des deux camps se sentira suffisamment fort pour reprendre l'offensive.

Protéger les « régimes amis »



Dans d'autres circonstances, lorsque cela risquait de porter atteinte à leurs intérêts ainsi qu'aux équilibres géostratégiques qui leurs sont favorables, les grandes puissances n'ont pas hésité à se placer en travers du « printemps arabe ». Elles ont donc soutenu les régimes yéménite et bahreïni qui réprimaient – et qui continuent à le faire – leurs propres peuples.

A Manama, le thème du « complot iranien » fut déjà brandi pour justifier la condamnation à mort du « printemps arabe ». Les troupes saoudiennes et émiraties se chargèrent de l'exécution de la sentence. Au Yémen, les Etats-Unis et leurs alliés européens de l'OTAN, si prompts à intervenir militairement contre Kadhafi et prêts à rééditer l'expédition coloniale libyenne en Syrie, ont fait preuve d'une patience sans fin à l'égard du président-boucher Saleh dont les troupes tirent à balles réelles sur les manifestants civils.

Mais en dépit d'une répression sauvage, le soulèvement populaire n'a pu être maté au Yémen. Les Etats-Unis n'ayant toujours pas trouvé de solution de rechange ne peuvent sacrifier Saleh. Pour l'instant du moins. Gageons qu'ils travaillent avec acharnement à résoudre la question. Mais la recette utilisée au Bahreïn n'est pas transposable au sud-ouest de la péninsule arabe. Une intervention militaire saoudienne et de ses alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG) au Yémen rencontrerait une forte résistance dans un pays où la population est armée et où la volonté d'indépendance est très forte.

Dans les autres pays amis (Maroc, Arabie saoudite, Jordanie...), les grandes puissances n'ont pas hésité à encenser quelques réformettes qui ne remettent nullement en cause le caractère absolu voire sacré des monarchies en place. La démarche s'avère particulièrement grotesque dans le cas de la monarchie wahhabite dont le chef a concédé le droit de vote aux femmes à l'occasion des prochaines élections municipales qui se tiendront... dans cinq ans ! Cette mesure audacieuse a cependant été immédiatement contrebalancée par la réaffirmation musclée (à coups de fouet) de l'interdiction faite à ces mêmes femmes de... conduire un véhicule de tourisme ! Nulle trace de dérision – ne parlons pas de critique et encore moins de condamnation – n'aura été relevée dans les déclarations des dirigeants politiques occidentaux à propos de ces événements que les médias internationaux pourtant réputés libres ont pour leur part quasiment ignorés.

Les grandes puissances qui se posent tout à fait abusivement en conscience démocratique mondiale veillent au maintien du statu quo qui leur est favorable. Elles perpétuent des situations d'injustice comme en Palestine et au Sahara occidental.

Après la Libye, la Syrie ciblée



Nicolas Sarkozy, Carla Bruni et Claude Guéant, au fond, attablés en compagnie du président syrien Bachar El-Assad et de son épouse, tous deux à gauche. Le dirigeant syrien était reçu en Décembre 2010 à l'Élysée. Reuters

Pleines de miséricorde et de compréhension lorsqu'il s'agit de leurs amis, les grandes puissances ne font preuve d'aucune indulgence à l'égard des « Etats voyous », c'est-à-dire des régimes rebelles ou simplement récalcitrants.

On se rappelle que l'OTAN était officiellement intervenue pour protéger les civils libyens. Il s'avère aujourd'hui que les bombardements de son aviation, de ses drones et de ses missiles ont tué bien plus de civils que Kadhafi en 41 ans de règne.

Affaibli par la perte de son Sud dont la population a décidé, en toute légitimité, de se séparer de lui, le Soudan semble faire profil bas. Mais si Khartoum est relativement épargné pour l'instant, le président soudanais reste toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt international délivré par la Cour pénale internationale (CPI). Le pays dispose de trop de richesses naturelles et occupe une place trop stratégique pour être durablement à l'abri de mesures de déstabilisation fomentées par Washington, Paris et Londres.

Aujourd'hui cependant, les efforts impérialistes se concentrent sur la Syrie. La réédition immédiate du scénario libyen ayant été momentanément stoppée au Conseil de sécurité de l'ONU par les vétos russe et chinois, les Etats-Unis et leurs alliés européens multiplient les sanctions à l'égard de Damas. Refusant a priori toute perspective de compromis entre le régime baasiste et ses opposants, les grandes puissances occidentales poussent depuis des mois à l'affrontement. Elles recherchent de toute évidence l'éclatement d'une guerre civile propice à leurs ingérences.

Elles travaillent enfin à renforcer l'isolement diplomatique de la Syrie en exacerbant les contradictions entre ce pays et la Turquie voisine et en recourant aux bons soins de l'Arabie saoudite et du Qatar qui mènent la charge contre Damas. Une proposition de suspension de la Syrie de la Ligue arabe a été examinée à la demande des monarchies du Golfe dont les pays servent de base aux troupes américaines et françaises. Ces mêmes Etats qui n'ont pas hésité à aller réprimer le « printemps arabe » de Manama ont rappelé leurs ambassadeurs à Damas pour « protester contre la répression » du régime baasiste. On se souvient que ces mêmes monarchies du Golfe avaient été actionnées au mois de mars dernier par Washington, Paris et Londres afin de préparer l'agression contre la Libye. Elles récidivent aujourd'hui en ciblant la Syrie qui avait refusé à l'époque de

s'associer à la demande de la Ligue arabe, présentée au Conseil de sécurité de l'ONU, de décréter une zone d'interdiction aérienne en Libye.

Faire sauter le verrou iranien



Puissance industrielle lancée dans la conquête spatiale, l'Iran conteste effectivement le monopole des Etats du Nord sur les armes de destruction massive, la technologie, les ressources naturelles et énergétiques et le système monétaire mondial. Téhéran est par ailleurs l'allié indéfectible de la Syrie et un puissant soutien aux résistances nationales libanaise et palestinienne. Opposé aux agressions contre l'Afghanistan, l'Irak et la Libye, le régime des Mollah ne reconnaît pas le fait colonial sioniste en Palestine. Pour toutes ces raisons au moins, il constitue la clef-de-voute politique à faire sauter pour imposer le projet de Grand Moyen-Orient de Georges Walker Bush. Loin d'être rangé dans des cartons poussiéreux oubliés sur les rayons des archives du Département d'Etat depuis le départ de l'ancien locataire de la Maison Blanche, ce projet se trouve plus que jamais à l'ordre du jour sous la houlette du tandem Obama-Clinton.

En ciblant de nouveau fortement l'Iran, Washington tente d'affaiblir les capacités de défense politique syriennes et de réintroduire Israël dans son offensive contre les « Etats voyous ». Jusqu'ici, le gouvernement Netanyahu s'est avéré plus que réservé par rapport au « printemps arabe » et peu désireux de faire chuter le régime syrien, par appréhension de l'inconnu. L'exemple égyptien a en effet démontré que la chute d'un dictateur pro-occidental libère le mouvement anti-impérialiste qui renoue avec une politique offensive : exigence d'expulsion de l'ambassadeur israélien du Caire, remise en cause de la normalisation avec Tel-Aviv...

Mais si le gouvernement israélien a jusqu'à présent fait preuve de retenue dans la crise syrienne, il n'agit pas de même avec l'Iran qu'il considère comme l'ennemi stratégique à abattre. Pour Tel-Aviv, la grossière provocation montée de toutes pièces par l'administration américaine contre Téhéran pour son implication présumée dans une tentative d'assassinat contre l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington constitue une occasion de rêve pour préparer une agression militaire contre les centrales nucléaires iraniennes. Des informations de presse et des déclarations de militaires et de responsables politiques américains indiquent clairement que les Etats-Unis ont fourni des bombes anti-bunker à Israël et qu'une attaque de la république islamique serait imminente. Il y a des années déjà que la rumeur d'une telle agression circule, mais un faisceau de présomptions militent en faveur d'une possible attaque.

En fidèle allié de Washington, Riyad joue sa partition dans cette symphonie en demandant la saisine du Conseil de sécurité et en accusant, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, l'Iran d'être responsable de la tentative de meurtre. Enfin, *last but not least*, l'Agence internationale d'énergie atomique (AIEA) accuse l'Iran de construire une bombe nucléaire. Cela fait décidément trop pour ne constituer qu'un simple hasard.

L'irréparable peut-il être empêché ?

Se présentant tout à fait abusivement sous les traits de grands démocrates et se proclamant amis des peuples de la région du Grand Moyen-Orient, les Etats-Unis et l'UE entendent profiter de l'actuel « printemps arabe » pour préserver leurs intérêts économiques dans la région, sauver les « régimes amis », maquiller les anciennes « dictatures alliées » en démocraties contrôlées et liquider les régimes rebelles assimilés à des « Etats voyous » ainsi que les mouvements de résistance nationale amalgamés aux organisations terroristes créées, développées et soutenues par les Etats-Unis en Afghanistan et ailleurs dans le monde musulman.

Est-il possible de résister à ce rouleau compresseur ?

En dépit des apparences, il convient de rappeler que les dominants ne sont pas intouchables et que les victimes ne sont pas impuissantes. Puissance économique et militaire sans précédent dans l'histoire de l'humanité, les Etats-Unis sont embourbés en Afghanistan et en Irak, face à des mouvements de résistance non gouvernementaux. Le recours de plus en plus systématique à la force et l'éparpillement des troupes que cela entraîne ne sont pas une preuve de force mais, au contraire, de faiblesse politique. La « Grande Amérique » ne convainc plus comme l'illustre la menace de veto à la demande de reconnaissance de l'Etat de Palestine à l'ONU présentée récemment par Mahmoud Abbas. Face à une crise économique qui n'épargne aucun pays aussi puissant soit-il, à une situation sociale qui se dégrade chaque jour davantage et qui tend à se transformer en crise politique (mouvement des indignés, multiplication des grèves générales...), le rêve américain ne brille plus. La tentation d'orienter le regard inquiet et de plus en plus accusateur des victimes américaines du néolibéralisme vers un danger extérieur sera de plus en plus prégnante. Washington risque de se lancer dans une fuite en avant préjudiciable à la paix dans le monde. L'échec d'Israël à écraser la résistance nationale libanaise illustre de son côté les limites de la toute puissance militaire face à la volonté populaire.

Les peuples de la région disposent donc d'atouts non négligeables mis en évidence lors du renversement des dictateurs Ben Ali et Moubarak pourtant alliés directs de Washington, Paris et Londres.

Au niveau des régimes, quelque chose de semblable au « front de la fermeté » du temps jadis s'est même provisoirement constituée au sein de la Ligue arabe pour contrer la requête saoudienne et qatarie de suspension de la Syrie de l'organisation des 22 Etats du monde arabe. Ce front se compose du Soudan, de l'Algérie, du Liban, du Yémen et de la Syrie.

Le problème est que ces différents gouvernements n'ont pas de stratégie alternative, de projet commun ni de volonté politique unifiée à opposer à celui des monarchies du Golfe et de leurs parrains étrangers. Leur alliance s'avère donc purement conjoncturelle et défensive. Surtout, les régimes qui composent ce « front de la fermeté » sont strictement incapables de mobiliser leurs peuples pour résister au diktat des grandes puissances. Les régimes qui tirent sur leur population, à l'instar de ceux de Kadhafi, El Assad et Saleh, sont historiquement condamnés. Des régimes qui appliquent docilement les potions néolibérales si coûteuses socialement n'ont plus d'avenir. Leur fin peut s'avérer proche ou au contraire plus éloignée, mais ils n'ont rien à proposer à leurs populations si ce n'est de finir sous les bombes de l'OTAN.

Pour toutes ces raisons, ceux qui dénoncent à juste titre l'agression militaire de la Libye par l'OTAN et les ingérences étrangères en Syrie pour appeler à soutenir ces régimes condamnés font fausse route. Les peuples se sont levés pour proclamer qu'ils n'entendent plus être gouvernés comme des sujets. Ils exigent l'émancipation politique, la justice sociale tout en se déclarant jaloux de la souveraineté nationale de leurs Etats. Mieux encore, ils affirment par leurs actes leur volonté de prendre la direction de la nation confrontée aux dangers des grandes puissances. Ils contestent aux dictatures la direction de la nation et de la résistance au diktat des grandes puissances. C'est dans le mouvement actuel de ces peuples que se forgeront les solutions du futur et que se consolideront des résistances efficaces. Il n'y a aucune garantie que cela fonctionne et aboutisse, mais il s'agit de la seule solution innovante, dynamique et mobilisatrice. C'est la seule porteuse d'espoir.

La Nation, le 18 octobre 2011

http://www.lanation.info/Liquider-les-Etats-voyous_a382.html